

27.10.2008 - 13:00 Uhr

Etude de KPMG: La responsabilité sociale des entreprises comme outil stratégique

Zurich (ots) -

D'après une nouvelle étude de KPMG, le reporting en matière d'environnement, d'impact social et de gouvernance a le vent en poupe parmi les plus grandes entreprises du monde. En Suisse, des différences importantes existent toujours entre les grandes entreprises et les PME.

Quatre-vingt pour cent des entreprises figurant sur la liste Global Fortune 250 publient désormais des données relatives à l'environnement, l'impact social et la gouvernance (ESG) dans le cadre de rapports autonomes ou au sein de rapports financiers annuels, contre 50 pour-cent lors de la dernière étude menée par KPMG en 2005. "Ces résultats dénotent clairement un changement majeur concernant le reporting des critères ESG: désormais, il ne s'agit plus d'une exception mais d'une norme au sein des plus grandes entreprises du monde", commente Lord Hastings, Global Head of Citizenship and Diversity chez KPMG.

L'étude de KPMG consacrée au reporting des sociétés en matière de responsabilité d'entreprise (KPMG International Survey on Corporate Responsibility Reporting) est à ce jour l'étude la plus complète menée sur le sujet. Outre la liste Global Fortune 250, elle répertorie également les 100 plus grandes entreprises de 22 pays classées en fonction de leur chiffre d'affaires. Les entreprises nationales sont à la traîne sur la liste Global 250, seulement 45 pour-cent d'entre elles publient ce type de rapports, mais les chiffres varient beaucoup d'un pays à un autre. Par exemple, moins de 20 pour-cent des entreprises basées au Mexique ou en République tchèque publient des rapports contre bien plus de 90 pour-cent au Japon et au Royaume-Uni.

La Suisse pourrait jouer un rôle important en matière de responsabilité sociale

Selon cette étude, les 100 premières entreprises suisses peuvent être divisées en deux groupes distincts. Le premier groupe correspond à de grandes multinationales appliquant les meilleures pratiques du secteur et le second groupe comprend des entreprises de taille moyenne qui commencent tout juste à adopter le reporting en matière de développement durable et de responsabilité d'entreprise. En Suisse, les secteurs financier et pharmaceutique sont les plus avancés en matière de reporting. Le changement climatique et les émissions de CO₂ sont des thèmes qui occupent une place croissante dans le reporting des entreprises helvétiques.

Emad Bibawi, associé Internal Audit, Risk and Compliance Services, KPMG Suisse: "Notre recherche interne indique que le reporting au sujet du développement durable des entreprises s'est fortement développé en Suisse au cours des cinq dernières années. Nous pensons également que la Suisse, grâce à son emplacement géographique, à sa tradition et à son infrastructure, participera activement au dialogue sur le développement durable international à l'avenir".

L'innovation et l'éthique sont des facteurs clés du changement

L'étude révèle que l'innovation et les considérations éthiques sont les plus importants facteurs de changement dans les reportings tandis que la gestion des risques a nettement reculé depuis 2005. Environ la moitié des entreprises figurant sur la liste Global 250 a identifié les opportunités commerciales des critères ESG et l'avantage que représentent ces critères pour la valeur de l'entreprise. Selon l'étude, la majorité des entreprises basent désormais leur activité de reporting au sujet du développement durable sur une stratégie de responsabilité d'entreprise comprenant des objectifs définis. Trois-quarts des entreprises répertoriées sur la liste Global 250 indiquent avoir mis en place une telle stratégie.

Des améliorations peuvent encore être apportées; en effet, 40 pour-cent des entreprises du Global 250 et 55 pour-cent des 100 plus grandes entreprises dans 22 pays n'intègrent aucune information relative à l'environnement, l'impact social et la gouvernance dans leur rapport annuel, éludant entre autres la question des risques menaçant la chaîne d'approvisionnement ou du changement climatique.

"C'est quelque peu surprenant car les entreprises ont saisi la valeur commerciale que représente le développement durable et il est de plus en plus manifeste qu'une activité menée de manière responsable permet de générer de la valeur pour les actionnaires", déclare M. Bibawi. "La logique voudrait que des moyens de communication tels que le rapport annuel ou l'assemblée générale annuelle soient utilisés pour évoquer la performance des critères ESG avec les actionnaires".

L'étude permet également de suivre l'utilisation de la certification en matière de reporting ESG. Le nombre d'entreprises recourant à la certification officielle a nettement augmenté cette année: il atteint désormais 40 pour-cent alors que les versions 2002 et 2005 de l'étude avaient relevé un taux constant de 30 pour-cent; les grandes sociétés d'audit possèdent les parts de marché les plus importantes concernant les services de certification. L'amélioration de la qualité de l'information fournie et le renforcement de la crédibilité aux yeux des principales parties prenantes sont les deux principaux facteurs de certification cités par les entreprises dans le cadre de cette étude.

Celle-ci a par ailleurs révélé que le recours à des normes pour la certification est en augmentation, de même que le recours à des normes pour le reporting; les Lignes directrices pour le reporting développement durable du GRI (Global Reporting Initiative) sont ainsi utilisées aujourd'hui par presque toutes les entreprises figurant sur la liste Global 250 pour le reporting en matière d'environnement et de gouvernance d'entreprise.

Dans l'ensemble, l'étude a montré que les entreprises tendent à adopter une approche plus stratégique de la gestion et du reporting ESG et les pratiques semblent évoluer. "Nous réalisons cette étude internationale tous les trois ans car nous pensons que le reporting en matière d'environnement et de gouvernance d'entreprise est loin d'être inutile et qu'il s'ancrera dans nos pratiques", explique M. Bibawi. "Au cours des mois et des années à venir, nous allons nous efforcer de bâtir et rebâtir un système économique international plus stable. Une plus grande transparence ainsi qu'une responsabilisation accrue deviendront extrêmement précieuses pour les investisseurs, les clients et les cadres supérieurs, de même que les informations concernant l'éthique, la gouvernance d'entreprise et les risques majeurs non financiers menaçant les entreprises", conclut M. Bibawi.

Contact:

KPMG SA

Stefan Mathys

Head of Public Relations

Tél.: +41/44/249'27'74

Mobile: +41/79/227'98'31

E-Mail: kpmgmedia@kpmg.ch

Internet: <http://www.kpmg.ch>

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/de/pm/100001147/100572052> abgerufen werden.